

Note d'analyse

**des coûts d'approvisionnement et hors approvisionnement
dans les tarifs réglementés de vente de gaz naturel
de Gaz de Bordeaux au 1^{er} juillet 2014**

28 mai 2014

CONTEXTE ET OBJECTIFS DES TRAVAUX MENES PAR LA CRE	3
PREAMBULE	5
I. PRESENTATION DE LA STRUCTURE DES COUTS DE GAZ DE BORDEAUX	6
1 PRESENTATION DES ACTIVITES DE GAZ DE BORDEAUX ET DE LA DISSOCIATION COMPTABLE	6
2 REPARTITION DES NATURES DE COUTS LIES A L'ACTIVITE DE FOURNITURE DE GAZ AUX CLIENTS AUX TARIFS REGLEMENTES	6
II. ANALYSE DES COUTS CONSTATES ET PREVISIONNELS DE L'ACTIVITE DE FOURNITURE DE GAZ AUX TARIFS REGLEMENTES DE GAZ DE BORDEAUX	8
1 COUTS D'APPROVISIONNEMENT	8
1.1 LA FORMULE EN VIGUEUR	8
1.2 EVOLUTION DE LA PART MATIERE EN 2013	8
1.3 PERSPECTIVES D'EVOLUTION DES CONDITIONS D'APPROVISIONNEMENT ET DE LA FORMULE	9
2 COUTS HORS APPROVISIONNEMENT	9
2.1 ANALYSES DES COUTS HORS APPROVISIONNEMENT SUPPORTES PAR GAZ DE BORDEAUX EN 2013	9
2.2 ANALYSE DES COUTS HORS APPROVISIONNEMENT PREVISIONNELS POUR L'ANNEE 2014 ET LE 1 ^{ER} SEMESTRE 2015	10
2.2.1. COUTS D'UTILISATION DES INFRASTRUCTURES	10
2.2.2. COUTS DE COMMERCIALISATION	10
2.2.3. EVOLUTION DU NOMBRE DE CLIENTS ET DES VOLUMES ASSOCIES	11
2.2.4. CONCLUSION SUR LES COUTS HORS APPROVISIONNEMENT A PRENDRE EN COMPTE DANS LES TARIFS REGLEMENTES AU 1 ^{ER} JUILLET 2014	11
III. CONCLUSIONS	12

Contexte et objectifs des travaux menés par la CRE

Cadre juridique

L'article L. 445-3 du code de l'énergie dispose que « *Les tarifs réglementés de vente du gaz naturel sont définis en fonction des caractéristiques intrinsèques des fournitures et des coûts liés à ces fournitures. Ils couvrent l'ensemble de ces coûts à l'exclusion de toute subvention en faveur des clients qui ont exercé leur droit prévu à l'article L. 441-1* ».

L'article 3 du décret du 16 mai 2013 modifiant l'article 4 du décret du 18 décembre 2009 relatif aux tarifs réglementés de vente de gaz naturel prévoit que :

« Pour chaque fournisseur est définie une formule tarifaire qui traduit la totalité des coûts d'approvisionnement en gaz naturel. La formule tarifaire et les coûts hors approvisionnement permettent de déterminer le coût moyen de fourniture du gaz naturel, à partir duquel sont fixés les tarifs réglementés de vente de celui-ci, en fonction des modalités de desserte des clients concernés.

Les coûts hors approvisionnement comprennent notamment :

- *les coûts d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel et, le cas échéant, des réseaux de distribution publique de gaz naturel, résultant de l'application des tarifs d'utilisation des infrastructures de gaz fixés par la Commission de régulation de l'énergie ;*
- *les coûts d'utilisation des stockages de gaz naturel, le cas échéant ;*
- *les coûts de commercialisation des services fournis, y compris une marge commerciale raisonnable.*

La méthodologie d'évaluation des coûts hors approvisionnement pour chaque fournisseur est précisée par arrêté des ministres chargés de l'économie et de l'énergie, après avis de la Commission de régulation de l'énergie.

La Commission de régulation de l'énergie effectue chaque année une analyse détaillée de l'ensemble des coûts d'approvisionnement en gaz naturel et hors approvisionnement. Les coûts de commercialisation peuvent être, en cas d'indisponibilité des données, estimés à partir de moyennes. La Commission de régulation de l'énergie intègre notamment dans son analyse les possibilités d'optimisation du portefeuille d'approvisionnement de chaque fournisseur sur la période écoulée. Elle peut proposer aux ministres chargés de l'énergie et de l'économie de revoir la formule tarifaire ou la méthodologie d'évaluation des coûts hors approvisionnement, afin de prendre en compte l'évolution des coûts dans les tarifs. Elle remet au Gouvernement les résultats de cette analyse et les rend publics, dans le respect du secret des affaires, au plus tard le 15 mai. »

Avis de la CRE du 11 avril 2013

La CRE a été saisie, pour avis, par la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie sur ce projet de décret. Dans sa délibération du 11 avril 2013, elle a émis un avis défavorable au 7ème alinéa de l'article 4, qui encadre l'analyse par la CRE des coûts des fournisseurs aux tarifs réglementés de vente de gaz en observant :

« La CRE considère, qu'appliquées à l'ensemble des 24 fournisseurs historiques, elles seraient disproportionnées au regard des objectifs de vérification de l'adéquation des tarifs et de transparence qui viennent d'être rappelés, les 22 ELD représentant moins de 5% des sites alimentés aux tarifs réglementés de vente de gaz en France.

En tout état de cause, une telle mesure supposerait que le fournisseur historique puisse fournir à la CRE ses comptes détaillés. Or, ce n'est pas toujours possible s'il s'agit d'un fournisseur multi-fluides (eau, gaz, électricité, assainissement) ou qui n'a pas établi de comptes séparés pour ses activités de

fourniture et de distribution. En effet, la délibération de la CRE du 7 février 2007 relative aux principes de dissociation comptable applicables aux ELD, qui précise l'article 25 de la loi du 10 février 2000, prévoit que seules les ELD dont le réseau achemine une quantité d'énergie supérieure à 700 GWh doivent tenir des comptes dissociés. L'établissement de la séparation des comptes liés aux activités de fourniture aux tarifs réglementés de vente de gaz de ceux liés aux autres activités pourrait engendrer pour les fournisseurs des coûts disproportionnés au regard des objectifs à atteindre. Seules huit des 22 ELD disposent ainsi à ce jour d'une comptabilité dissociée.

Enfin, compte tenu des limites des ressources dont elle dispose, la CRE n'est pas en mesure de procéder à des audits et des contrôles annuels sur la totalité des 24 fournisseurs. Elle rappelle en particulier que ses effectifs et ses moyens n'ont pas été ajustés au fort développement de ses missions et ses activités depuis 2009, avec la transposition des textes européens du troisième paquet sur l'énergie, la loi sur la nouvelle organisation du marché de l'énergie, et le développement des appels d'offres en matière d'énergies renouvelables.»

Objectifs

Afin d'éclairer ses prochains avis sur l'évolution des tarifs réglementés de Gaz de Bordeaux, la CRE a procédé à une analyse de ses coûts d'approvisionnement et hors approvisionnement.

Compte-tenu des difficultés exposées dans l'avis du 11 avril 2013, la CRE n'a pas été en mesure de mener ses analyses dans les délais prévus par le décret du 16 mai 2013.

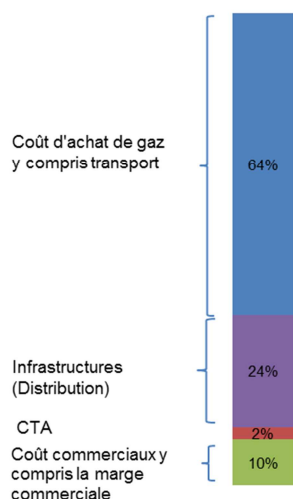
La CRE a adressé à Gaz de Bordeaux, en date du 11 février 2014, un courrier de lancement précisant l'objectif et le cadre de cet exercice. Les échanges se sont déroulés principalement sur les mois d'avril et mai 2014.

Par cette note, la CRE rend compte des résultats de ces travaux.

NB : certains graphiques sont présentés sans échelle, afin de respecter le secret des affaires.
--

Préambule

En préambule à la présentation des principaux constats effectués lors de ces travaux, le graphique ci-dessous présente, à titre illustratif, les coûts pris en compte dans les tarifs réglementés de vente de Gaz de Bordeaux pour l'exercice 2012/2013, et leurs parts respectives:

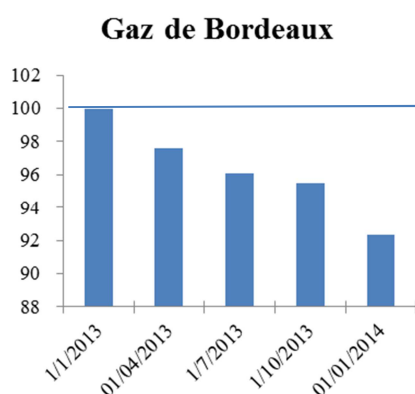


Pour Gaz de Bordeaux, la facture hors taxes aux tarifs réglementés est constituée de quatre composantes :

- les coûts d'achat de gaz y compris les coûts de transport et des stockages de gaz naturel ;
- les coûts d'infrastructure des réseaux de distribution publique de gaz naturel
- Les charges de Contribution Tarifaire Acheminement
- les coûts de commercialisation des services fournis, y compris une marge commerciale raisonnable.

L'évolution du terme représentant les coûts d'approvisionnement en gaz naturel (composante « matière ») est calculée à partir d'une formule tarifaire.

L'évolution du tarif en base 100 d'un client de type 305 (équivalent au tarif B1)¹ ayant une consommation moyenne de 17Mwh depuis le 1^{er} janvier 2013 est la suivante :



L'évolution du tarif de Gaz de Bordeaux est le résultat de l'application de la formule prévue par l'arrêté du 27 juin 2013 pour le calcul de la part matière et de l'application de l'évolution des coûts d'accès au réseau de distribution.

¹ Client avec une consommation annuelle indicative comprise entre 6 et 30 Mwh à usage de chauffage, eau chaude et/ou cuisine individuelle

I. Présentation de la structure des coûts de Gaz de Bordeaux

1 Présentation des activités de Gaz de Bordeaux et de la dissociation comptable

Gaz de Bordeaux, entreprise locale de distribution de gaz et d'électricité a comme unique actionnaire la SAEML Regaz-Bordeaux.

En 2013, le chiffre d'affaires total de Gaz de Bordeaux s'élève à 278 M€. La contribution du chiffre d'affaires « gaz » représente 270 M€ (soit 97%) et activité services 8 M€ (soit 3%).

Les coûts de l'activité de fourniture de gaz sont établis à l'issue d'un exercice annuel de dissociation comptable, par application en comptabilité analytique de principes reposant sur un système d'imputation directe des charges à l'activité concernée, ou, pour les charges des fonctions support par une application de clés (CA, effectifs, surface) qui permettent une correcte affectation des charges à l'activité concernée.

Les principaux périmètres d'activités dissociés de Gaz de Bordeaux sont les suivants :

- a) Gaz :
 - la fourniture de gaz aux clients domestiques ;
 - la fourniture de gaz aux clients professionnels.
- b) Activité services (installations d'appareil, services après-vente)

Gaz de Bordeaux a transmis à la CRE ses comptes dissociés 2012/2013 le 7 avril 2014.

2 Répartition des natures de coûts liés à l'activité de fourniture de gaz aux clients aux tarifs réglementés

En 2013, le chiffre d'affaires de l'activité fourniture de Gaz de Bordeaux (TRV et OM) s'élève à 270M€.

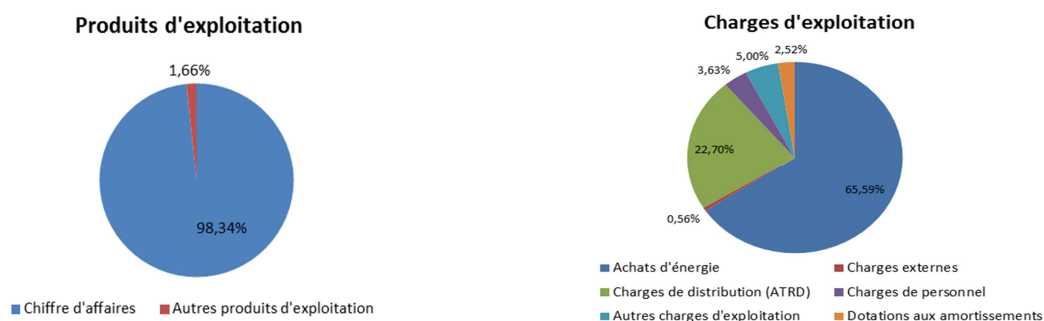
Gaz de Bordeaux détermine les coûts d'approvisionnement, de distribution et commerciaux du gaz qu'elle répartit par tarifs.

Les coûts commerciaux sont déterminés en fonction des charges nettes des produits d'exploitation des directions opérationnelles issus de la comptabilité analytique. Une répartition entre activités « énergies et hors énergies » est faite soit par imputation directe des charges à l'activité concernée, ou lorsque cela n'est pas possible, par une application de clés (CA, effectifs, contrat) qui permettent une correcte affectation des charges à l'activité concernée.

Les principaux périmètres d'activités dissociés de Gaz de Bordeaux sont les suivants :

- a) Energies :
 - Professionnel ;
 - Domestique ;
 - photovoltaïque ;
 - Géothermie ;
- b) Hors énergie :
 - Services (PTC) (maintenance domestique, installation d'appareils) ;
 - Divers (concerne des interventions pour le GRD) ;

Les données ci-après présentent les grands agrégats de produits et charges de Gaz de Bordeaux.



Produits d'exploitation

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires comprend les ventes d'énergie qui représentent la part fournie des ventes aux clients au tarif réglementé incluant les coûts d'approvisionnement, d'infrastructure, et les coûts commerciaux y compris la marge commerciale.

Autres produits d'exploitation

Ce poste comprend la production immobilisée, les subventions d'exploitation, les reprises de provision.

Charges d'exploitation

Achats d'énergie

Ce poste représente principalement l'achat de fourniture de gaz pour les clients aux tarifs réglementés.

Charges externes

Ce poste comprend la maintenance, le personnel intérimaire, les autres services extérieurs, les honoraires, les primes commerciales, le parrainage/sponsoring, les frais postaux et bancaires, etc.

Charges de distribution

Ce poste représente les coûts d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel.

Charges de personnel

Les charges de personnel incluent les salaires et traitements des agents ainsi que les charges sociales associées.

Autres charges d'exploitation

Les principaux montants enregistrés dans ce compte concernent notamment les impôts et taxes ainsi que des subventions accordées.

Dotations aux amortissements et provisions

Les dotations aux amortissements d'exploitation et les dotations aux provisions sont principalement constituées par la dotation aux amortissements pour immobilisations incorporelles et des provisions pour risques.

II. Analyse des coûts constatés et prévisionnels de l'activité de fourniture de gaz aux tarifs réglementés de Gaz de Bordeaux

Dans le cadre de ses travaux, la CRE a demandé à Gaz de Bordeaux de lui transmettre ses comptes dissociés 2013. Gaz de Bordeaux a présenté à la CRE sa méthode calcul de ses différents coûts et la répartition de ces coûts pour les différents tarifs de vente de gaz.

La CRE s'est appuyée sur ces données comptables pour son analyse présentée ci-après.

1 Coûts d'approvisionnement

Deux fournisseurs se sont engagés par contrat à fournir au PITD du gaz naturel. Les conditions particulières du contrat prévoient :

- Les quantités prévisionnelles sont définies par saison
- La facturation mensuelle est fonction :
 - o Quantité Mensuelle Enlevée au PITD facturées en fonction de trois tarifs selon que la part des QME sur la base d'une formule composée d'une constante et des indices pétrolier.
 - o Une constante correspondant aux tarifs de transport et de stockage.

1.1 La formule en vigueur

Au vu des éléments dont la CRE disposait sur l'adéquation de la formule proposée aux coûts, a émis un avis favorable au projet d'arrêté concernant cette formule dans sa délibération du 25 juin 2013.

La formule d'évolution tarifaire pour les clients distribués de Gaz de Bordeaux est la suivante :

$$\Delta FOL\text{€}/t * 0,02916 + \Delta FOD\text{€}/t * 0,02765$$

L'évolution des coûts d'approvisionnement des tarifs réglementés de vente est déterminée en fonction de l'évolution des prix constatée sur la période de trois mois se terminant un mois avant la date du mouvement tarifaire des indices suivants :

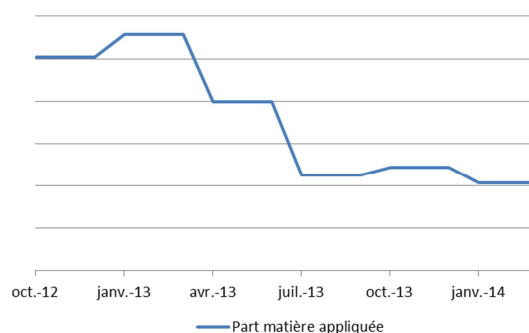
- FOL : *représente la cotation fioul lourd basse teneur en soufre, en euros par tonne,*
- FOD : *représente la cotation du fioul domestique à 0,1%, en euros par tonne.*

Cette formule est toujours en vigueur.

1.2 Evolution de la part matière en 2013

La part matière prise en compte dans les tarifs a évolué tous les trimestres, par application de la formule en vigueur.

L'évolution de la part matière appliquée (formule) est la suivante :



L'évolution de la part matière s'explique principalement par la baisse des indices pétroliers durant la période.

Le suivi analytique des coûts d'approvisionnement produit par Gaz de Bordeaux ne permet pas d'apprécier, sur l'ensemble de l'année 2013, l'adéquation des coûts d'approvisionnement estimés par la formule aux coûts réellement supportés.

L'analyse d'un écart éventuel est pris en compte dans l'analyse du résultat total de l'activité de vente aux clients aux tarifs réglementés détaillée dans le § 2.1.

1.3 Perspectives d'évolution des conditions d'approvisionnement et de la formule

Dans le cadre de ces travaux, Gaz de Bordeaux a indiqué à la CRE une évolution sur le second semestre 2014 de ces coûts d'approvisionnement pour la fourniture de gaz aux clients aux tarifs réglementés mais suivant la même formule d'indexation que précédemment.

La CRE relève par conséquent qu'une révision de la formule tarifaire au 1^{er} juillet 2014 n'apparaît par conséquent pas nécessaire sur la base des informations disponibles au début du mois de mai 2014.

2 Coûts hors approvisionnement

2.1 Analyses des coûts hors approvisionnement supportés par Gaz de Bordeaux en 2013

Afin d'apprécier la couverture des coûts supportés par Gaz de Bordeaux pour la vente aux clients aux tarifs réglementés, l'approche retenue par la CRE consiste à analyser les données issues de la comptabilité dissociée et à rapprocher le résultat constaté au résultat théorique, tel que prévu dans les tarifs réglementés au titre de la marge commerciale.

Cette marge est la contrepartie de risques assumés par l'opérateur au titre notamment des aléas liés au risque « volumes ».

Les coûts supportés en 2013 par Gaz de Bordeaux ont été marqués par :

- une augmentation des coûts d'utilisation des réseaux de transport, pris en compte dans la part fixe du contrat d'approvisionnement ;

- par ailleurs l'application de l'évolution du tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel de Régaz² de +6,4% a induit une augmentation sur les coûts d'utilisation des réseaux de distribution.

L'arrêté du 27 juin 2013 relatif aux tarifs réglementés de vente du gaz naturel de Gaz de Bordeaux a pris en compte l'ensemble de ses hausses.

La CRE a procédé à une analyse de la comptabilité analytique de Gaz de Bordeaux pour l'exercice 2013. Il ressort de cette analyse que le résultat de l'activité de fourniture aux clients aux tarifs réglementés est conforme à la marge théorique.

La CRE n'a pas identifié d'écart significatif entre coûts estimés dans les tarifs et coûts supportés par Gaz de Bordeaux en 2013.

2.2 Analyse des coûts hors approvisionnement prévisionnels pour l'année 2014 et le 1^{er} semestre 2015

La méthode d'évaluation retenue par la CRE est basée sur l'article 3 de l'arrêté du 27 juin 2013 relatif aux tarifs réglementés de vente du gaz naturel de Gaz de Bordeaux.

2.2.1. Coûts d'utilisation des infrastructures

L'arrêté du 27 juin 2013 prévoit que « *sont pris en compte, pour la part afférente aux ventes aux tarifs réglementés, les tarifs de distribution fixés par la Commission de régulation de l'énergie et les coûts d'utilisation des infrastructures gazières de transport et de stockage de gaz naturel. Le gaz étant livré aux points d'interface des réseaux de transport et de distribution, les coûts de transport et de stockage font l'objet, pour Gaz de Bordeaux, d'une facturation par le fournisseur du combustible* ».

Gaz de Bordeaux a établi ses coûts prévisionnels en prenant en compte les hypothèses suivantes :

- une augmentation des coûts de transport en application de la délibération du tarif d'utilisation du réseau de transport au 1^{er} avril 2014. Ces charges sont comprises dans le contrat d'approvisionnement et l'évolution impactera le mouvement matière.
- La répercussion de la diminution des coûts du GRD de Régaz au 1^{er} juillet 2014 qui induit une baisse de -1,63%³ sur les coûts d'utilisation des réseaux de distribution.

L'évolution des coûts d'infrastructure de Gaz de Bordeaux doit être répercutée dans ses tarifs réglementés au 1^{er} juillet 2014.

2.2.2. Coûts de commercialisation

L'arrêté du 27 juin 2013 prévoit que les coûts commerciaux « *se composent des coûts de gestion de la clientèle, de gestion de l'approvisionnement et de gestion de l'accès aux infrastructures, des coûts des certificats d'économie d'énergie, des coûts des contributions concernant le tarif spécial de solidarité et le biométhane ainsi que d'une marge commerciale raisonnable. Les coûts des contributions concernant le tarif spécial de solidarité et le biométhane sont déterminés à partir des montants des* ».

² Délibération du 25 avril 2013

³ Délibération de la CRE du 15 mai 2014

contributions unitaires fixées par arrêtés après avis de la Commission de régulation de l'énergie et font l'objet d'une facturation spécifique. L'évaluation de ces coûts se fonde sur les dernières données observées, corrigées le cas échéant des facteurs d'évolution prévisibles ».

Dans le cadre de ces travaux, Gaz de Bordeaux a transmis à la CRE ses prévisions tenant compte des évolutions de son portefeuille. Au titre de l'année 2014, Gaz de Bordeaux ne prévoit pas d'évolution significative de l'assiette des coûts commerciaux par rapport au montant réalisé en 2013. Par ailleurs, à début mai 2014, Gaz de Bordeaux n'avait pas établi ses prévisions concernant l'augmentation éventuelle de ses charges au titre du dispositif des certificats d'économie d'énergie, dans la perspective de la troisième période de ce dispositif.

La CRE ne dispose pas d'éléments qui la conduiraient à considérer que les prévisions de Gaz de Bordeaux relatives à l'évolution de ses coûts commerciaux ne sont pas réalistes.

2.2.3. Evolution du nombre de clients et des volumes associés

Gaz de Bordeaux a transmis à la CRE, en date du 9 mai 2014, ses hypothèses de prévision de clients et de volumes associés pour les exercices 2014 et 2015.

Dans ses prévisions, Gaz de Bordeaux prend notamment en compte :

- les suppressions de certains tarifs réglementés sur cette période, en particulier concernant les clients ayant un tarif 403 (équivalent au tarif B2S) et 405 (B2I équivalent au tarif).
- une hypothèse de maintien des clients sortant des tarifs réglementés qui choisiront des offres de marché chez Gaz de Bordeaux.

Sur la base des informations disponibles, la CRE n'est pas en mesure de valider l'évolution des coûts commerciaux et des volumes à prendre en compte dans les tarifs réglementés au 1er juillet 2014 afin de respecter le principe de couverture des coûts.

La CRE ne dispose cependant pas d'éléments qui la conduiraient à considérer que les prévisions de Gaz de Bordeaux ne seraient pas réalistes.

La CRE ne dispose pas d'éléments qui la conduiraient à considérer que les prévisions de Gaz de Bordeaux relatives à l'évolution de ses volumes de ventes ne sont pas réalistes.

2.2.4. Conclusion sur les coûts hors approvisionnement à prendre en compte dans les tarifs réglementés au 1er juillet 2014

Compte-tenu des éléments qui précèdent, la CRE considère qu'une évolution des tarifs réglementés de Gaz de Bordeaux au 1^{er} juillet 2014 est nécessaire afin de traduire l'évolution de ses coûts hors approvisionnement, notamment s'agissant des coûts d'infrastructure.

III. Conclusions

A l'issue de ces travaux, la CRE conclut qu'elle n'a pas identifié d'écart significatif entre coûts estimés dans les tarifs et coûts supportés en 2013 qui devraient être compensés lors de la détermination des prochains tarifs réglementés de vente de gaz de Gaz de Bordeaux.

S'agissant des coûts d'approvisionnement, la CRE n'a pas relevé des éléments susceptibles de justifier une révision de la formule tarifaire au 1^{er} juillet 2014.

S'agissant des coûts hors approvisionnement, la CRE considère qu'une évolution des tarifs réglementés de vente de Gaz de Bordeaux, qu'il conviendra de déterminer d'ici au 1^{er} juillet 2014, est nécessaire afin de traduire l'évolution de ces coûts.